

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des
Deux-Sèvres
4 rue Alfred Nobel
ZI Saint-Liguaire
79000 NIORT

Niort, le 28/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22 juin 2023

Contexte et constats

Publié sur 

société SAS EOLE 79

siège social : 7 rue d'Argenteuil - 75001 Paris

Références : 0007209383 / 2023 / 240
Code AIOT : 0007209383

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection du parc éolien exploité par la société EOLE 79 à Mauléon et à Saint-Amand-sur-Sèvre, réalisée le 22 juin 2023. L'inspection a été annoncée le 19 janvier 2023. Cette partie « Contexte et constats » du rapport d'inspection est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

Le référentiel réglementaire utilisé pendant l'inspection du 22 juin 2023 est composé :

- arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié (dispositions applicables aux installations "existantes historiques")
- protocoles de suivis naturalistes reconnus le 23/11/2015 et le 05/04/2018
- article R.512-69 du code de l'environnement
- reconnaissance préfectorale du 12 juin 2012 des droits ICPE acquis par antériorité
- deux Permis de Construire du 11/03/2005

CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL :

. Bocage, avec pâtures, haies, bosquets, étangs ; Environnement rural ; parcelles à usage agricole ;
Premières habitations voisines : aux lieux-dits "Les Grandes Souches", "La Grâlière" et "Le Grand Bois", respectivement à environ 320 m de E4, 420 m de E1 et 540 m de E3 ; premiers sites Natura 2000, à environ 20 km (ZSC "Vallée de l'Argenton") ; ZNIEFF la plus proche : "COLLINES VENDÉENNES, VALLÉE DE LA SÈVRE NANTAISE" à environ 15 m ; département de la Vendée à environ 15 m.

CONTEXTE ADMINISTRATIF :

L'exploitant ICPE, la société EOLE 79, est filiale à 100 % de la société EOS-NER. L'adresse du siège social de la société EOLE 79 est : "7 rue d'Argenteuil - 75001 Paris", comme noté en pied de page de sa lettre du 1er février 2023 relative aux garanties financières. Cette adresse remplace la précédente

connue de la DREAL (72 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris).

La précédente inspection effectuée par la DREAL date du 19 Juillet 2016 (pas d'irrégularité constatée). La DREAL n'a pas connaissance de plainte ou d'accident touchant cette ICPE.

AUTRES INFORMATIONS GENERALES :

Le 22 juin 2023, le représentant de l'exploitant nous déclare qu'il échange régulièrement avec le Maire de Mauléon. En revanche, il n'a pas de relation avec le maire de la commune de Saint-Amand-sur-Sèvre, en dépit du fait que deux éoliennes sont implantées sur cette commune. L'exploitant indique qu'il est en contact régulier avec deux agriculteurs voisins. Le 22 juin 2023, le représentant de l'exploitant nous déclare qu'il n'a pas reçu de plainte à l'encontre d'éventuelles nuisances générées par son installation.

Le 22 juin 2023, l'exploitant nous déclare que la production électrique de son parc éolien était de 18,4 GW.h, en 2022. Il précise que la production "43 G W.h" notée dans le rapport DREAL du 10 Août 2016 concerne sans doute la production cumulée des deux parcs éoliens exploités par EOLE 79 en Deux-Sèvres.

Le 22 juin 2023, l'exploitant nous déclare que son parc éolien ne met pas en oeuvre de bridage de protection des chauves-souris, ni de bridage de protection des oiseaux, ni de bridage acoustique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS Eole 79
- lieu-dit La Gralière 79700 Mauléon
- Code AIOT : 0007209383
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le PARC EOLIEN est composé :

- . de 4 éoliennes REPOWER MM92 (activité reprise par SENVION puis reprise par SIEMENS GAMESA, avec une base de maintenance à Magné (79))
- . Puissance unitaire = 2MW par éolienne
- . Hauteur totale = 124 m
- . Garde au sol des rotors = 32 m
- . Date mise en service : le 27/10/2008 selon la lettre EOLFI du 30/12/2011 (la mention "29/12/2008" déposée sur OREOL semble erronée)

Principaux thèmes de la visite : Protection de la nature ; Prévention des bris de pales.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Délai
1	TRANSMISSION DE DONNEES CARACTERISTIQUES DU PARC EOLIEN	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	30 j
3	SUIVI NATURALISTE : COMPORTEMENT DES OISEAUX	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	365 j
7	PREVENTION D'ACCIDENT LIE AU RISQUE DE PROJECTION DE GLACE	Mèl EOLE 79 du 21/03/2017	30 j

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	SUIVI NATURALISTE : ACTIVITE DES CHAUVES-SOURIS	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
4	SUIVI NATURALISTE : MORTALITE DE LA FAUNE	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
5	DECLARATION ET TRAITEMENT DES ACCIDENTS DE MORTALITE DE LA FAUNE	Code de l'environnement du 21/09/1977, article R.512-69
6	PREVENTION DES BRIS DE PALES	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
8	SECURISATION DE LA REMISE EN ETAT, EN CAS DE CESSATION D'ACTIVITE	Code de l'environnement du 23/08/2011, article R.515-101
9	MAITRISE DE L'IMPACT SONORE	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Nous n'avons pas connaissance de plainte à l'encontre de ce parc éolien, qui est exploité depuis bientôt 15 ans. Il est implanté à environ 320 m et 420 m des habitations les plus proches.

Le contexte écologique de son implantation suggère qu'il pourrait être à l'origine d'un niveau assez élevé de mortalité de la faune (en particulier, de chauves-souris). Cependant, le suivi de mortalité - très léger- réalisé en 2015 par le cabinet d'études BIOTOPE n'a pas découvert de cadavre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : TRANSMISSION DE DONNEES CARACTERISTIQUES DU PARC EOLIEN

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
Thème(s) : Situation administrative, Transmission de données caractéristiques du parc éolien sur OREOL
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Transmission de données caractéristiques du parc éolien sur OREOL
Constats : La société EOLE 79 a déposé des données technique sur OREOL, en application de l'article 2.2 de l'AM 26/08/2011. Cependant, au niveau des données saisies, nous relevons cinq irrégularités : <ul style="list-style-type: none"> . deux éoliennes sont désignées : "E3", sans doute E3 et E4 ; . l'exploitant de l'ICPE est désigné : "EOS WIND FRANCE II" alors que c'est la société "EOLE 79" ; . mention : "délivrance de l'avis de l'autorité environnementale : 09/12/2007" alors que l'autorité environnementale n'existait pas en 2007. De plus, les permis de construire datent du 11/03/2005. . mention : "Arrêté d'autorisation ICPE : 10/12/2007" alors qu'il n'y a pas d'autorisation ICPE délivrée. Il y a une reconnaissance préfectorale des droits ICPE acquis par antériorité (à partir des permis de construire précités), du 12/06/2011 ; . la date de mise en service mentionnée ("29/12/2008") n'est pas celle ("27/10/2008") notée dans la lettre de l'exploitant du 30/12/2011 envoyée au préfet afin qu'il acte son bénéfice des droits ICPE acquis par antériorité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : SUIVI NATURALISTE : ACTIVITE DES CHAUVES-SOURIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de l'activité des chiroptères en hauteur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Suivi de l'activité des chiroptères en hauteur, à faire au plus tard avant la fin de la 10^{ème} année à compter de la mise en service industrielle (cf instruction ministérielle portant sur les conditions d'entrée en vigueur de l'obligation pour les parcs éoliens existants) c'est à dire avant le 27/10/2018. A travers le protocole de suivis naturalistes reconnu par décision ministérielle du 23 novembre 2015 puis du 5 avril 2018, cette surveillance est imposée à l'article 12 de l'AM du 26/08/2011 modifié (« <i>L'exploitant met en place un suivi environnemental [...] . [...] ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. »</i>)</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lors de l'inspection DREAL de Juillet 2016, nous avons noté, au sujet de l'application de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 : <i>"L'exploitant déclare que ce suivi n'a pas été fait et qu'il sera fait dans le délai réglementaire. A ce stade, l'absence du suivi ne constitue pas une irrégularité car les conditions d'application de l'article 12 aux installations en exploitation depuis plus de 3 ans (au 1er janvier 2012) fixées par le Ministère leur impose de le réaliser à la fin de la 10ème année d'exploitation, c'est-à-dire avant le 27 octobre 2018 [...] Nous pensons que cette étude sera particulièrement intéressante car les éoliennes sont implantées à moins de 200 mètres de haies et bosquets et points d'eau, ce qui suggère une activité locale des chauves-souris non marginale."</i> ; - ensuite, faute de réception d'un rapport de suivis naturalistes, la DREAL a réitéré cette demande, par mèl, le 18 septembre 2018, sans succès. <p>Le 22 juin 2023, l'exploitant a remis un rapport du cabinet d'études SENS OF LIFE daté de Mai 2021, intitulé <i>"Suivi environnemental 2019 - Suivi de la mortalité au sol - Suivi de l'activité des chiroptères par TrackBatSuivi 2019"</i>.</p> <p>En lecture rapide avec l'exploitant, nous avons constaté les anomalies suivantes dans le rapport, qui mettent en cause sa qualité et celles des suivis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - page 4, mention : "OSTWIND est l'opérateur du parc éolien de Mauléon" [l'exploitant confirme que la société OSTWIND n'intervient pas sur ce parc] ; - page 5, à propos du suivi de mortalité, mention : "un nombre de sorties conforme au protocole national de 2018 a été mis en place" [au sujet de la mortalité, le rapport SENSOF OF LIFE se borne à rappeler 4 visites faites par BIOTOPE en 2015. Il ne porte pas sur un suivi de mortalité réalisé par SENS OF LIFE. Le protocole de 2018 demande un minimum de 23 sorties, entre les semaines n° 20 et 43] ; - page 21, mention : "L'étude d'impact réalisée par le bureau d'études Corieaulys en 2017 présentait ... " [L'exploitant confirme que son parc éolien n'a pas fait l'objet d'une étude d'impact en 2017] ; - page 21, mention : "Durant le suivi de mortalité réalisé en 2020," [le rapport SENSOF OF LIFE ne porte pas sur un suivi de mortalité réalisé par SENS OF LIFE. Il se borne à rappeler 4 visites faites par BIOTOPE en 2015.] <p>L'activité des chauves-souris a été suivie à partir de la nacelle de l'éolienne E1, du 27 Juin au 12 Novembre 2019. 312 contacts bruts ont été reconnus, soit 244 contacts corrigés.</p> <p>La Pipistrelle commune, la Pipistrelle de Nathusius, la Pipistrelle de Kuhl, la Sérotine commune, la Noctule de Leisler et la Noctule commune représentent respectivement 58,7 %, 20,2 %, 10,6 %, moins de 4,8 %, moins de 3,2 % et 2,6 % des contacts.</p> <p>L'essentiel de l'activité en hauteur est observée en Août et Septembre, entre 22h00 et 05h00.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : SUIVI NATURALISTE : COMPORTEMENT DES OISEAUX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi du comportement des oiseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Suivi du comportement des oiseaux, à faire au plus tard avant la fin de la 10 ^{ème} année à compter de la mise en service industrielle (cf instruction ministérielle portant sur les conditions d'entrée en vigueur de l'obligation pour les parcs éoliens existants) c'est à dire avant le 27/10/2018. A travers le protocole de suivis naturalistes reconnu par décision ministérielle du 23 novembre 2015 puis du 5 avril 2018, cette surveillance est imposée à l'article 12 de l'AM du 26/08/2011 modifié (« L'exploitant met en place un suivi environnemental [...] . [...] ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. »)
Constats : Pour mémoire, deux rappels figurent en préambule de la rubrique "Constats" du point de contrôle n° 2 du présent rapport. Ils concernent la situation constatée en 2016 et une demande DREAL de septembre 2018 non satisfaite. Le 22 juin 2023, l'exploitant déclare qu'aucun suivi ornithologique n'a été réalisé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : SUIVI NATURALISTE : MORTALITE DE LA FAUNE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la mortalité de la faune générée par le parc éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Cette surveillance, à faire au plus tard avant la fin de la 10 ^{ème} année à compter de la mise en service industrielle (cf instruction ministérielle portant sur les conditions d'entrée en vigueur de l'obligation pour les parcs éoliens existants) c'est à dire avant le 27/10/2018, est imposée à l'article 12 de l'AM du 26/08/2011 modifié (« L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. [...] ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. [...] Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. ») ; son contenu est précisé par le protocole de surveillance reconnu par décision ministérielle du 23/11/2015 remplacée par celle du 05/04/2018.
Constats : Pour mémoire, deux rappels figurent en préambule de la rubrique "Constats" du point de contrôle

n° 2 du présent rapport. Ils concernent la situation constatée en 2016 et une demande DREAL de septembre 2018 non satisfaite.

Le 22 juin 2023, l'exploitant nous a remis :

. dans un premier temps, le rapport du cabinet d'études SENS OF LIFE de Mai 2021 "*Suivi environnemental 2019 - Suivi de la mortalité au sol - Suivi de l'activité des chiroptères par TrackBatSuivi 2019*" déjà cité au point de contrôle précédent. SENS OF LIFE se contente de rappeler les résultats d'un suivi mené en 2015 par BIOTOPE, avec 4 passages sur le terrain ;
. dans un second temps, un rapport du cabinet d'études BIOTOPE de Novembre 2015 [qui était donc disponible lors de l'inspection DREAL de Juillet 2016 et qui n'a pourtant pas été signalé par l'exploitant à la DREAL] intitulé "*Contrôles opportunistes de mortalité de l'avifaune et des chiroptères*". BIOTOPE a réalisé 4 passages, les 29 septembre et 2, 5 et 8 octobre 2015, et n'a pas découvert de cadavre.

Ce niveau de recherche (4 passages) apparaît insuffisant, au regard :

- de la proximité entre les éoliennes et les haies et lisières, plans d'eau ;
- de la mortalité constatée sur deux parcs éoliens placés dans un contexte écologique voisin (à Bressuire, Argentonnay et Coulonges-Touarsais) ;
- des niveaux de recherche imposés plus tard.

Cependant, réglementairement, en octobre 2015, le protocole national reconnu le 23 novembre 2015 n'était pas encore en vigueur ni celui reconnu le 5 avril 2018.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : DECLARATION ET TRAITEMENT DES ACCIDENTS DE MORTALITE DE LA FAUNE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/09/1977, article R.512-69

Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration et traitement des accidents de mortalité de la faune

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Déclaration et traitement des accidents de mortalité de la faune générée par l'ICPE. Les obligations fixées par l'article R.512-69 du code de l'environnement sont précisées par l'instruction ministérielle (DGPR) de Février 2021 relative aux cas de mortalité de la faune qui doivent être considérés comme des accidents, au sens de l'article R.512-69.

Constats :

L'inspection du 22 juin 2023 n'a pas amené d'information relative à la découverte de cadavre d'oiseaux ou de chauves-souris (voir Point de contrôle précédent).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : PREVENTION DES BRIS DE PALES

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique des pales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, [...] .
Constats : Le 22 juin 2023, l'exploitant nous a présenté le rapport "Intervention report" de contrôles faits le 2 mai 2023 au niveau de l'éolienne E4 par les sociétés VALEMO et EOS-NER. Ils incluent un contrôle visuel des pales ("Blade"), aux points 88 à 92.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : PREVENTION D'ACCIDENT LIE AU RISQUE DE PROJECTION DE GLACE

Référence réglementaire : Mèl EOLE 79 du 21/03/2017,
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention d'accident lié au risque de projection de glace
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Annonce de l'exploitant, dans le cadre de la gestion des suites de l'inspection DREAL du 19/07/2016 : <i>"nous sommes conscients que l'installation de panneaux d'avertissement supplémentaires serait utile. Ainsi, nous proposons d'en ajouter dans les 2 sens de la RD afin que l'information puisse être prise en compte par l'ensemble des usagers en amont."</i>
Constats : Le 22 juin 2023, l'exploitant déclare que cette action d'information sur les risques d'exposition à des projections de glace n'a pas été réalisée. Cette affichage doit être réalisé conformément aux engagements de l'exploitant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : SECURISATION DE LA REMISE EN ETAT, EN CAS DE CESSATION D'ACTIVITE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/08/2011, article R.515-101
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières relatives à la remise en état du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Détention d'une garantie financière, telle qu'un acte de cautionnement
Constats : (Outre les dispositions de l'article R.515-101.I du code de l'environnement, les articles 30 et suivants de l'AM 26/08/2011 modifié s'appliquent.) L'exploitant du parc éolien dispose d'un acte de cautionnement délivré par ATRADIUS le 5 juin 2020 valable jusqu'au 31 Décembre 2024, pour un montant de 218 380 €.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : MAITRISE DE L'IMPACT SONORE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Maîtrise de l'impact sonore
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'impact sonore du parc éolien est-il dans la gamme d'impact sonore admise ?
Constats : Le parc éolien n'est pas soumis à une obligation de contrôle acoustique, au titre de la législation relative aux ICPE, et nous n'avons pas connaissance d'une plainte à l'encontre d'une nuisance sonore générée par l'installation (en cas de plainte Bruit, la préfecture pourrait imposer ce contrôle). Nous ne pouvons pas vérifier si son impact sonore respecte la gamme d'impact (en particulier, les émergences-limites diurne et nocturne) admise à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet